

grandparis
aménagement



grandparis
aménagement
ÉTABLISSEMENT
PUBLIC
D'AMÉNAGEMENT
ORLY
RUNGIS
SEINE
AMONT



SPLA
IN
Grand Paris Sud
Aménagement
Société publique locale d'aménagement
d'intérêt national



Grand Paris Aménagement/EPA
ORSA/SPLA-IN Porte Sud du Grand
Paris/ Roissy Pays de
France/Charras-
Courbevoie/Métropolitaine

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de
sécurisation des parcelles
et petits travaux
d'entretien courant du
patrimoine

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Consultation n°

AC SECURISATION

SOMMAIRE

OBJET DU MARCHE	4
Lieu d'exécution du marché	4
ORGANISATION DES INTERVENTIONS	5
Pilotage.....	5
Conditions générales d'application des prix	5
Devis et factures	5
Présentation du devis estimatif et quantitatif	5
Bons de commande.....	6
DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS.....	6
Généralités.....	6
Délais d'exécution	6
Utilisation de l'eau ou de l'électricité	6
Etat des lieux	7
Protection des réseaux existants.....	7
Conservation des caractéristiques des lieux	7
Vérification	8
Contrôle des travaux	8
Modifications des dispositions du projet.....	8
DEFINITION PARTICULIERE DES PRESTATIONS.....	8
Préparation et communication.....	9
Installations de Chantier	9
Abattage d'arbre	10
Installation de panneaux de communication sur clôtures.....	10
Travaux de sécurisation	11
Réalisation de tranchées.....	11
Réalisation de merlons avec les terres du site	11
Réalisation de merlons avec apport de terres inertes	11
Enrochement, blocs bétons	12
Rebouchage, murage.....	12

Dépose de porte y compris évacuation avec rebouchage	12
Rebouchage d'une ouverture.....	12
Réalisation de mur en parpaing	12
Garnissement de parement.....	13
Réalisation de clôtures	13
Fourniture et pose d'un portail, y compris dépose	14
Prestations accessoires	15
Enlèvement de déchets	15
Nettoyage de la voirie	19
Mise à disposition de ressources humaines (ouvrier qualifié, manœuvre)	19
Mise à disposition de véhicules et engins	19
Fourniture et mise en œuvre de bétons, d'enrobés à chaud	19
Fourniture et pose de coffrets électriques, groupe électrogène	19
Engagements du titulaire	20
Réalisation des prestations	20
Obligation de résultats	20
Consignation des événements.....	20
Confidentialité.....	21
Moyens humains.....	21
Qualifications	21
Consignes et instructions	21
Hygiène et sécurité.....	22
Tenue	22

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre concerne la sécurisation et les petits travaux d'entretien courant du patrimoine appartenant à Grand Paris Aménagement, de l'établissement public d'aménagement Orly Rungis - Seine Amont, SPLA-in « Porte sud du Grand Paris » et toutes filiales liées à Grand Paris Aménagement, existants ou à créer.

La sécurisation des bâtiments par pose de porte, panneaux et alarmes et le gardiennage ne sont pas inclus dans le présent accord-cadre.

Le nettoyage et élimination des déchets présents sur les parcelles à sécuriser est inclus dans le présent accord-cadre de façon ponctuelle, Grand Paris Aménagement disposant par ailleurs d'un accord-cadre « travaux » qui aura vocation à être mobilisé pour des nettoyages sur des surfaces ou volumes importants.

Les travaux susceptibles d'être réalisés au titre du présent accord-cadre sont repris dans le Bordereau des Prix Unitaires. Le prix de certaines prestations est calculé en fonction des tranches de montant de travaux à réaliser ou des tranches de surfaces concernées par les travaux.

L'attention est attirée sur les délais d'interventions et leurs respects, compte tenu de l'importance à maintenir les biens vacants.

Le présent C.C.T.P. fixe les modalités de la mission.

En cas d'urgence (resécurisation à la suite d'une tentative de squat par exemple), le titulaire pourra intervenir sur la base du mail de commande, sans attendre la production du bon de commande.

Pour toute intervention l'adresse et les références cadastrales seront mentionnées lors de la commande et devront figurer sur le devis et la facture du prestataire.

Lieu d'exécution du marché

Les prestations ont vocation à s'exécuter sur l'ensemble des immeubles, logements, terrains, parcs d'activité et tout espace du patrimoine en propre de Grand Paris Aménagement et du patrimoine qu'il gère pour le compte de tiers sur l'intégralité du territoire francilien hors Paris.

La limite d'intervention est définie sur les plans d'ilot parcellaire fournis par le Maître de l'Ouvrage lors de la commande.

Le marché est alloti territorialement.

Lot 1 : départements 77, 91 et 94

Lot 2 : département 93

Lot 3 : départements 78, 92 et 95

Le titulaire devra se déplacer sur le(s) opération(s) et les sites associés aux lots considérés du groupement de Maîtrise d'Ouvrage situées sur l'ensemble des périmètres susmentionnés. Les prix proposés au BPU sont réputés comprendre les frais de déplacement.

2. ORGANISATION DES INTERVENTIONS

Pilotage

Le marché est piloté par la Direction du Foncier et du Patrimoine.

Il pourra néanmoins être activé par les Directions Territoriales (DT) et par la Direction de l'Intervention et de l'Amélioration de l'Habitat (DIAH).

Le titulaire s'engage à ne pas changer les personnes affectées à la mission sauf raison impérative. Dans ce cas, il soumettra à l'agrément de GPA les curriculum vitae des remplaçants, 20 jours avant la modification envisagée.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra impérativement fournir un DC4 en amont de l'intervention. Des réunions périodiques de suivi du marché seront organisées par le maître d'ouvrage.

Conditions générales d'application des prix

Les travaux seront réglés par application des prix unitaires hors taxe, du bordereau des prix, aux quantités de travaux exécutés en accord avec le Maître d'Ouvrage, dans la mesure où ces travaux seront conformes aux prescriptions de l'accord cadre.

Ils tiendront compte de toutes les sujétions d'exécution, maintien des accès aux propriétés riveraines, protection et signalisation réglementaire du chantier, etc...

Le total de chaque décompte ainsi obtenu sera majoré de la TVA dont le taux d'application est celui en vigueur au moment de l'établissement de la commande.

Les prix remis par l'entrepreneur à l'appui de sa soumission ne pourront subir aucune modification du fait des terrains rencontrés ou de toute autre raison.

Devis et factures

- **Présentation du devis estimatif et quantitatif**

L'entrepreneur devra tenir compte des plus-values et suggestions diverses dans ses prix qui seront nets et complets, non susceptibles de rabais, majoration ou plus-values quelconques.

Les prix tiendront compte de la fourniture des matériaux, de leur mise en œuvre par tous les moyens, de l'intégralité des ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux envisagés, des sujétions diverses et de l'application des clauses de l'accord cadre.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le complet et parfait achèvement des travaux prévus, conformément aux règles de l'art et de la bonne exécution, et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour rendre compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans et CCTP.

- **Bons de commande**

Le présent C.C.T.P. fixe les modalités de la mission.

GPA sollicitera l'entreprise par mail ou par téléphone. L'entreprise s'engage à transmettre un devis dans les 5 jours ouvrés et à respecter les délais d'interventions prévu. La commande sera systématiquement confirmée par mail. L'entreprise ne pourra de par sa seule décision intervenir, seul le bon de commande faisant foi.

En cas d'urgence (resécurisation par suite d'une tentative de squat par exemple), le titulaire pourra intervenir sur la base du mail de commande, sans attendre la production du bon de commande. Pour toute intervention, l'adresse et les références cadastrales seront mentionnées lors de la commande et devront figurer sur le devis et la facture du prestataire.

3. DEFINITION GENERALE DES PRESTATIONS

Généralités

Le titulaire s'engage à assurer, selon les termes et conditions du présent marché, les interventions définies au présent CCTP. Le pouvoir adjudicateur, pour sa part, s'engage à satisfaire aux obligations qui lui incombent.

A cet effet, pendant la durée du présent marché, pour l'exécution des conditions particulières, le titulaire veillera à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer sa prestation convenue avec la personne responsable du bon de commande, conformément aux obligations de chacun.

Le titulaire sera responsable de son personnel mis à la disposition du pouvoir adjudicateur en vertu du présent contrat, dans la limite des responsabilités définies au présent CCTP.

Délais d'exécution

L'attention des candidats est attirée sur les délais d'interventions et leurs respects, compte tenu de l'importance à maintenir les biens sécurisés pour éviter notamment les squats.

Les interventions devront s'organiser suivant les délais indiqués dans un mémoire justificatif des délais à produire par le candidat, **une distinction sera faite entre les travaux d'urgence (- 24h) et les travaux courants (72h)**.

Le délai de chaque prestation sera indiqué sur le bon de commande.

L'entrepreneur devra tenir informé par écrit le Maître de l'Ouvrage, dans un délai de 8 jours franc, de tous les événements pouvant interférer sur le délai d'exécution.

Le Maître de l'Ouvrage notifiera alors, à l'entrepreneur, la prolongation éventuelle du délai d'exécution.

Utilisation de l'eau ou de l'électricité

En cas de besoin, et en l'absence d'un réseau d'adduction d'eau, la fourniture à pied d'œuvre de l'eau est à la charge de l'entrepreneur. Il est interdit au personnel titulaire de se servir du réseau incendie comme point d'eau y compris robinets d'incendie.

En cas de besoin, et en l'absence d'un réseau d'électricité, la fourniture à pied d'œuvre de l'électricité est à la charge de l'entrepreneur par le moyen de groupe électrogène.

Etat des lieux

Le titulaire est censé :

- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement des sites et des conditions générales et particulières qui y sont attachés ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique, etc.

Le titulaire est censé avoir effectué une visite et avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et le prix des prestations.

Le titulaire est en outre, censé avoir tenu compte, sans que cette énumération présente un caractère limitatif :

- Des contraintes résultant de la présence de bâtiments en exploitation d'habitation, de commerces et terrasses de commerces (limitation des nuisances sonores) ;
- Des contraintes résultant de la circulation des véhicules et du public ;
- Des contraintes résultant de chantiers en cours ou programmés ;
- Des difficultés d'accès à certains sites pour les véhicules (gabarit, charges, ...), les personnels et matériels (harnais de sécurité, ligne de vie...), etc...

Le ou les titulaires prendront les lieux dans l'état où ils se trouvent sans que GPA/EPA ORSA/SPLA-IN soit tenus d'effectuer quelques travaux que ce soit pour les rendre propres à leur utilisation.

Le titulaire exécutera ses prestations quelle que soit la nature du terrain rencontré.

Protection des réseaux existants

L'entrepreneur est tenu, avant tout début des travaux, de prendre connaissance des plans de synthèse des réseaux et ouvrages, plans qui fournissent la nature et la position des réseaux et ouvrages enterrés ou en élévation existants, tels qu'ils ont pu être recensés ou sont prévus. Les conséquences de tout accident lié à la méconnaissance de ces plans seront intégralement à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur a à sa charge, la tenue de rendez-vous de chantier avec les concessionnaires concernant ses travaux. Il avertira le Maître de l'Ouvrage d'exécution des lieux et dates de ces rendez-vous pour une coordination éventuelle.

L'entrepreneur supportera la responsabilité entière des dégâts qu'il pourrait occasionner pendant la durée des travaux. Il supportera en cas de détérioration, les frais de remise en état.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamation de quelque que nature que ce soit du fait que le tracé ou l'implantation des ouvrages existants recensés l'oblige à prendre des mesures de protection sur quelque longueur ou profondeur qu'elle puisse s'étendre.

Conservation des caractéristiques des lieux

Les prestations ne doivent pas entraîner de modification dans les caractéristiques techniques et l'aspect des espaces à sécuriser sauf indication du Maître de l'Ouvrage. Toute modification,

même lorsqu'elle vise à améliorer l'aspect fonctionnel ou esthétique ou à faciliter l'entretien, doit être soumise au préalable au Maître de l'Ouvrage.

Vérification

Les fournitures, produits, matériels employés dans le cadre du présent accord cadre devront répondre en tous points aux prescriptions des normes homologuées en vigueur ou à d'autres normes applicables en France et en Europe, au moment de l'exécution des prestations objet du présent accord cadre.

Les produits, matériels et fournitures seront choisis parmi ceux en provenance des fabricants, fournisseurs proposés par le titulaire dans le respect du CCTP et agréés par GPA/EPA ORSA/SPLA-IN.

A cet effet, le titulaire devra faire connaître les provenances exactes des produits, fournisseurs et matériels utilisés pour la réalisation des prestations. Celui-ci sera tenu de communiquer à GPA/EPA ORSA/SPLA-IN à tout moment, les factures et autres documents permettant d'authentifier leur provenance.

En cas de contestation, le titulaire devra fournir à GPA/EPA ORSA/SPLA-IN un échantillon des produits et fournitures utilisés et éventuellement un procès-verbal d'analyse émanant d'un laboratoire indépendant.

Tout changement d'origine demeurera expressément subordonné à l'accord préalable de GPA/EPA ORSA/SPLA-IN.

Contrôle des travaux

Le Maître de l'Ouvrage contrôlera l'exécution des travaux au cours du déroulement du chantier.

L'exercice de ce contrôle est sans effet sur les responsabilités de l'entrepreneur, qui demeurent pleines et entières en ce qui concerne la conformité des ouvrages aux règlements, normes et aux spécifications stipulées au présent accord cadre.

Modifications des dispositions du projet

L'entrepreneur peut proposer en temps utiles au maître de l'Ouvrage, toutes modifications aux dispositions du projet qui serait de nature à améliorer la qualité des ouvrages de sa profession ou de l'ensemble de l'ouvrage, sans augmentation du prix ni du délai d'exécution.

L'entrepreneur, devra en outre, obtenir l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage et/ou du bureau de contrôle de ses plans techniques de mise en œuvre, de ses calendriers de fabrication et d'exécution (le cas échéant).

4. DEFINITION PARTICULIERE DES PRESTATIONS

Les travaux comprennent toutes sujétions qui leurs sont afférentes et sont implicitement incluses dans les prix unitaires, en particulier :

- L'emploi de personnel qualifié ;
- La main d'œuvre y compris conducteurs d'engins,

- Les travaux d'installation et de mise en œuvre
- La pose de tous les matériels réputés nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, y compris leur stockage si nécessaire,
- Le respect des caractéristiques techniques demandées au présent CCTP – celles-ci doivent être considérées comme minimales,
- La production des démarches administratives nécessaires aux travaux : DICT, visites concessionnaires, documents QHSE, ...
- La fourniture, l'amené, le montage et le repli des installations, engins et matériels de chantiers nécessaires, y compris les équipements de sécurité et de signalisation ;
- La fourniture des matériaux, leur transport à pied de l'ouvrage, stockage et mise en œuvre (main d'œuvre, manutention, fixations, accessoires, etc....),
- Toutes les relations techniques et administratives entre les différents intervenants,
- La protection des tiers, le cas échéant par la mise en œuvre de déviations de voirie, y compris signalisation adaptée,
- Les tracés nécessaires à la mise en œuvre, y compris les frais de géomètre ;
- La présentation des échantillons et d'éventuels détails d'exécution particuliers à l'approbation du maître de l'Ouvrage avant toute commande et approvisionnement ;
- La protection et les conservations des ouvrages existants ou en cours de pose par d'autres prestataires ;
- La réfection ou le remplacement des ouvrages défectueux ou détériorés constatés, soit en cours d'exécution, soit avant réception, avec toutes les conséquences en découlant*.
- La remise en état du site et/ou de ses abords en cas de dégradation constatée,
- Le nettoyage de toute salissure sur le chantier, lors de l'exécution de ses travaux, et l'enlèvement de ses déchets et leur évacuation en décharge ;
- Le maintien en état de parfaite propreté des voies extérieures au chantier.

* Les interventions correctives par suite d'intempérie ou vandalisme (ex. Re-fixation de la clôture) après livraison et réception des ouvrages, font l'objet d'une ligne au BPU et peuvent être sollicités par le maître d'ouvrage.

Le marché concerne à titre principal les prestations de sécurisation suivantes :

Préparation et communication

● Installations de Chantier

L'entreprise titulaire est responsable de la mise en place, de l'entretien, de la sécurité, du bon état et du repli des installations de chantier pendant toute la durée des travaux. Ces installations devront respecter la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'accessibilité et d'environnement.

Dans le cas où un raccordement électrique provisoires est nécessaire, celui-ci devra être conforme NF C15-100 avec protection différentielle.

Lorsque cela est nécessaire, le titulaire doit prévoir des dispositifs de collecte et tri des déchets (bennes, containers) ainsi qu'un nettoyage régulier de la voirie et des abords du chantier et un dispositif de lutte contre les nuisances : bruit, poussière, boue

La sécurité des intervenants sur site et des tiers doit être assurée par des panneaux de signalisation et le cas échéant des équipements de protection collective (garde-corps, filets, etc.), éclairage de sécurité si travail de nuit et plan de prévention si coactivité.

L'installation de chantier comprend le démontage et l'enlèvement complet des installations ainsi que la remise en état des lieux (nettoyage, remise en état du sol ou de la voirie, etc.).

Dans le cas où le site ne serait pas accessible aux véhicules, la prestation comprend la réalisation de voiries temporaires d'accès. Les prestations sont incluses au BPU dans la section « prestations diverses ».

● **Abattage d'arbre**

Les travaux consistent en l'abattage d'arbres, dans le respect des règles de sécurité, de l'environnement et des dispositions du présent CCTP. L'abattage d'arbres restera une prestation ponctuelle, pour permettre la mise en place d'une clôture par exemple.

Le maître d'ouvrage dispose par ailleurs d'un accord-cadre "entretiens des espaces verts" qu'il sollicitera prioritairement en cas d'intervention de plus grande ampleur.

L'entreprise devra procéder à une visite préalable du site afin d'identifier précisément le ou les arbres à abattre.

L'abattage comprendra les opérations suivantes :

- Repérage et marquage des sujets à abattre (à confirmer par la maîtrise d'ouvrage).
- Mise en sécurité du périmètre de travail (barriérage, signalisation).
- Élagage préalable si nécessaire pour sécuriser l'intervention.
- Abattage manuel ou mécanisé selon la configuration du terrain.
- Débitage du tronc et des grosses branches en billons.
- Évacuation des rémanents (branchages, troncs, souches) vers une décharge agréée ou valorisation bois.
- Nettoyage complet de la zone d'intervention.

L'entreprise prendra toutes les précautions pour éviter d'endommager les arbres conservés, les constructions et voiries voisines.

Documents à fournir : Bordereau d'évacuation ou de valorisation des déchets verts.

● **Installation de panneaux de communication sur clôtures**

Les travaux concernent la fourniture, la pose et la fixation de panneaux de communication sur la clôture du site, conformément aux prescriptions techniques du présent CCTP :

- **Dimensions** : panneau standard [ex. 120 cm x 80 cm]
- **Support** : Panneau rigide type Dibond ou PVC expansé, épaisseur minimale 3 mm
- **Impression** : Quadri recto, qualité extérieure, traitement anti-UV.
- **Contenu** : Texte, logo(s), visuels fournis par le Maître d'Ouvrage

Les panneaux seront fixés sur la clôture aux emplacements précisés par le maître d'ouvrage et à une hauteur de minimum 1,20 m du sol. La fixation devra comprendre un système anti-arrachement (colliers inox, vis auto-foreuses, équerres renforcées, etc., selon le type de clôture)

Travaux de sécurisation

- **Réalisation de tranchées**

Les travaux de réalisation de tranchées (1 m +/- 30 cm de profondeur) en pleine terre comprennent l'implantation et le repérage des tracés, la réalisation de tranchées à la pelle mécanique et la mise en dépôt des déblais en bordure.

Les travaux de réalisation de tranchées (1 m +/- 30 cm de profondeur) sur voiries / dallages comprennent la dépose et le stockage des dalles existantes ou le découpage de l'enrobé, l'ouverture de la tranchée à la pelle mécanique, la réalisation de tranchées à la pelle mécanique et la mise en dépôt des déblais en bordure.

Dans le cas où il serait nécessaire de procéder à la réalisation de tranchées sur une grande surface, tout ou partie du terrain, le prestataire pourra proposer, si cela s'avère plus intéressant financièrement pour le maître d'ouvrage et adapté au cas d'espèce, de procéder à un labourage du terrain avec un engin de type agricole. La ligne correspondante existe au BPU.

- **Réalisation de merlons avec les terres du site**

Les travaux de réalisation de merlons comprennent la mise en œuvre, le compactage et le modelage de terre inerte en provenance du site à sécuriser. Ce merlon a pour fonction principale de servir de protection physique contre les risques de squat.

Pour chaque commande, le gestionnaire précisera ses besoins lors d'une visite du site.

Le merlon devra respecter une hauteur moyenne de 1 m à 1,20 mètres et une largeur d'1 mètre, dimensions qui pourront être adaptées aux cas particuliers (+ ou moins 0,5 mètre à la hausse ou à la baisse)

- **Réalisation de merlons avec apport de terres inertes**

Dans le cas où la terre présente sur le site ne satisferait pas aux conditions pour sa réutilisation en merlon, le titulaire devra apporter sur site des terres inertes, exemptes de matières polluantes, de débris, de déchets organiques ou de corps étrangers. Ces terres devront être suffisamment cohésive pour garantir une bonne tenue mécanique et une stabilité dans le temps.

Les matériaux proviendront de déblais de chantiers autorisés ou de carrières, dans le respect des normes environnementales. Leur utilisation devra respecter la réglementation relative à l'usage de matériaux inertes (Code de l'environnement – articles L.541-1 et suivants).

Une vérification de la qualité pourra être exigée (fourniture de fiches techniques, analyses granulométriques, etc.). Un diagnostic des terres devra avoir été réalisé par le prestataire préalablement à toute utilisation.

Dans les deux cas, la mise en œuvre se fait par couches, avec compactage rigoureux à chaque passe. Les finitions soignées assurant la stabilité, l'écoulement des eaux pluviales (sans ravinement), et une tenue structurelle en toutes saisons.

- **Enrochement, blocs bétons**

Le prestataire devra assurer la fourniture, la pose et, le cas échéant, le déplacement de blocs de béton et d'enrochements, conformément aux prescriptions suivantes :

Les blocs bétons seront de type Lego, de hauteur standard 600 mm. Le titulaire devra être en mesure de proposer plusieurs largeurs de blocs selon les besoins de chaque site.

Les enrochements seront en pierre ou en béton brut, de dimensions suffisamment importantes pour rendre tout accès au site impossible. Ils seront installés en alternative ou en complément des blocs béton, selon les contraintes topographiques ou esthétiques du site

Les blocs seront disposés de manière à constituer une barrière physique dissuasive à l'entrée de véhicules ou à toute intrusion. Leur implantation devra être validée en amont par le maître d'ouvrage.

Les prestations comprennent également (ligne spécifique au BPU), le déplacement d'un bloc ou d'un enrochement sur un même site ou d'une opération de Grand Paris Aménagement à l'autre. La distance entre les sites ne dépasse généralement pas les 50 km, et reste dans le périmètre de l'Ile de France.

- **Rebouchage, murage**

La prestation de rebouchage d'ouvertures existantes dans murs en maçonnerie ou béton comprend la fourniture et la mise en œuvre de matériaux adaptés (parpaings, briques ou béton cellulaire), scellements, mortiers, calfeutrements et finitions au nu des parements existants.

La mise en œuvre est soignée, assurant l'homogénéité visuelle et la continuité des performances mécaniques.

- **Dépose de porte y compris évacuation avec rebouchage**

La prestation comprend la dépose complète d'une porte simple ou double selon les lignes visées au BPU : ouvrant, dormant, huisseries y compris évacuation vers une décharge agréée, ainsi que le bouchage de l'ouverture par maçonnerie (parpaings ou matériau équivalent), avec liaison au bâti existant, fourniture de tous matériaux et finition prête à recevoir un enduit.

- **Rebouchage d'une ouverture**

La prestation comprend la fermeture d'une ouverture (ancienne fenêtre, niche, trémie, etc) par mise en œuvre de maçonnerie en adéquation avec le support (parpaing, brique, béton cellulaire).

- **Réalisation de mur en parpaing**

La prestation comprend la fourniture et la mise en œuvre de murs en parpaings, montés au mortier, compris armatures ponctuelles si nécessaires, chaînages, raidisseurs et linteaux et jointement. Le BPU détaille les différentes dimensions de parpaing, creux ou plein.

- **Garnissement de parement**

La prestation comprend la fourniture et la pose de matériaux de finition sur paroi existante (plaques de plâtre, panneaux bois, bardage, etc.), fixation par colle ou ossature selon nature du support.

Une plus-value est applicable au BPU pour application d'un enduit traditionnel ou monocouche sur maçonnerie neuve (rebouchage ou mur en parpaing), comprenant la préparation des supports, gobetis, corps d'enduit et finition talochée.

- **Réalisation de clôtures**

Cette prestation correspond à la fourniture et mise en œuvre de clôtures.

Les clôtures, lorsque leur état le permet, pourront faire l'objet d'une dépose soignée en vue de leur déplacement et repose sur le même site ou sur un autre site de Grand Paris Aménagement.

Les hauteurs spécifiées au présent CCTP pourront être modifiées à la marge à la demande du maître d'ouvrage pour s'adapter au contexte.

Clôtures de type bardage et plus-value pour plot béton

Fourniture et pose de clôture type bardage, constituée de lames métalliques ou bois, fixées sur ossature acier galvanisé ou aluminium.

Hauteur : 1,80 m à 2,00 m

Plus-value pour pose sur plot béton.

Clôtures de type panneaux rigides, et plus-value pour pose sur platine

Fourniture et pose de panneaux rigides (type Nylofor, etc.), maille 200x55 mm, fil 5 mm, galvanisés plastifiés, sur poteaux à encoches ou à clips

Hauteur : 1,80 m ou autre sur demande

Plus-value pour pose sur platine : ajout de platine métallique, fixation chimique ou mécanique sur longrine ou muret béton, ancrage renforcé.

Clôtures de type HERAS avec menotte, et plus-value pour jambe de force

Fourniture et pose de clôtures mobiles de type HERAS, grillage galvanisé monté sur cadre tubulaire, liaison par menottes plastiques ou métalliques pour une utilisation temporaire ou périmétrique.

Plus-value pour jambe de force : fourniture et fixation de jambes de force pour renfort au vent ou en zones exposées.

Clôture de type barreaudage

Fourniture et pose de clôture barreaudée, barreaudage acier galvanisé thermolaqué, poteaux carrés avec platine ou scellement. Remplissage vertical ou incliné, entraxe conforme à la norme NF P01-012

Hauteur : 1,80 m

Plus-value pour pose sur plot béton ou fixation sur muret/platine

Clôture simple torsion

Fourniture et pose de grillage simple torsion, maille 50 mm, fil galvanisé plastifié. Poteaux T ou ronds avec jambes de force aux angles et tous les 25 m ; fil de tension + tendeurs + agrafes

Hauteur standard : 1,20 m à 2 m

Grillage orange de chantier y compris piquet

Fourniture et pose de grillage de chantier orange, type avertisseur ou balisage de zone, sur piquets plastiques ou métalliques. Espacement des piquets : 2 à 3 m ; Fixation par liens ou clips en vue d'un usage temporaire.

Dépose de clôture (uniquement si réutilisation)

En cas de volonté du maître d'ouvrage de réutiliser les clôtures et seulement dans ce cas, une ligne au BPU est prévue pour la dépose soignée des clôtures sans dégradation, stockage à plat ou selon instructions. Le prestataire devrait procéder au tri et conditionnement pour réutilisation (poteaux, panneaux, grillage, fixations) et évacuer les éléments non récupérables.

La prestation comprend également :

- Le transport sur le nouveau site d'implantation
- la repose à l'identique avec fourniture si nécessaire des pièces manquantes (agrafes, fixations, poteaux, etc.).

● **Fourniture et pose d'un portail, y compris dépose**

Les caractéristiques des portails mis à disposition par le prestataire doivent permettre de remplir parfaitement leur fonction de sécurisation. Leur hauteur, remplissage ou scellement, entre autres, devront répondre à des critères de qualité compatibles avec la prévention des intrusions et un usage de type grand passage.

Portail coulissant de 3 m

Le portail doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Portail coulissant
- Largeur de 3 m et hauteur de 2 m
- Ouverture manuelle ou option motorisation

Portail de 6 m à vantaux

Le portail doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Double vantail
- Usage industriel ou grand passage
- Largeur de 6 m et hauteur de 2 m
- Ouverture manuelle ou option motorisation avec boîtier de commande
- Renforts et traverses supplémentaires
- Mécanisme de fermeture central renforcé

Portail coulissant de 6 m

Le portail doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- Coulissement latéral sur rail ou autoportant
- Structure et barreaudage métallique, peint en vert (y compris motorisation)
- Largeur de 6 m, hauteur de 2 m
- Ouverture manuelle ou option motorisation avec boîtier de commande
- Guide haut + butée + crémaillère ou moteur
- Coffrage en béton pour seuil de guidage si nécessaire

Plus-value pour dépose et déplacement de portail en vue d'une réutilisation)

En cas de réutilisation souhaitée par le maître d'ouvrage, le BPU prévoit une prestation de dépose complète des vantaux, rails, piliers éventuels, leur stockage et transport et leur remise en œuvre avec vérification des systèmes de fermeture et de sécurité.

A titre accessoire, des prestations complémentaires aux travaux de sécurisation pourront être sollicités par le maître d'ouvrage.

Elles concernent :

- L'élimination de déchets présents sur les sites, généralement issus de dépôts sauvages ou consécutifs à des squats,
- Le nettoyage de la voirie
- La mise à disposition de ressources humaines (ouvrier qualifié, manœuvre) pour la réalisation de diverses prestations telles que maçonnerie, électricité, plomberie...)
- La mise à disposition de véhicules
- La fourniture et mise en œuvre de bétons, d'enrobés à chaud,
- La fourniture et pose de coffrets électriques, groupe électrogène

Prestations accessoires

- **Enlèvement de déchets**

Dans le cadre de ses travaux, le titulaire devra :

- Limiter la production de déchets et favoriser la valorisation, le réemploi dans une logique d'économie circulaire
- Assurer la traçabilité des déchets conformément au code de l'environnement

Ces missions sont incluses dans les missions d'exécution des travaux. Toutefois, au regard de leur importance, elles sont ci-après précisées :

Outil SI Déchets

GPA a mis en place un outil SI unique, transverse, de traçabilité des flux "déchets" sur l'ensemble de ses Chantiers afin de simplifier le processus en place et rappelé plus haut. Ce nouvel outil se veut :

- Simple et intuitif ;
- Utilisable et utilisé par les différents acteurs de la chaîne : Entreprise de travaux, MOE et MOA ;
- Connecté aux divers outils gouvernementaux : TRACKDECHETS, RNDT (Déversement automatiquement des données saisies)
- Automatisé pour l'édition des différents bordereaux de suivi déchets et simple dans le suivi de leurs statuts
- Utile et essentiel au suivi des taux de valorisation et du bilan carbone des évacuations ;

Un système de droit et de validations permet de cadrer les actions de chacun au sein du processus. L'ensemble des acteurs de la chaîne de suivi et de gestion des déchets est sollicité permettant ainsi de garantir la qualité de l'information de bout en bout ;

Il est demandé au titulaire du marché de s'approprier l'outil SI et de l'utiliser dès lors que ce dernier sera mis à disposition des projets, ce dès la phase de préparation de chantier.

Tri et évacuation des matériels et matériaux

Le titulaire s'assure d'évacuer du site l'ensemble des matériaux issus des travaux dont il a la charge.

Conformément aux objectifs définis précédemment, les matériaux issus des travaux font l'objet d'un tri à la source puis d'un envoi dans les filières de déchets adaptées dans un souci de valorisation optimale de l'ensemble des déchets.

Le Titulaire a la responsabilité de tous les matériaux et produits provenant des travaux, et de ses déchets d'emballage et consommables (ou résidus de consommables).

Le conditionnement, le stockage, le transport ainsi que le recyclage et l'élimination des déchets resteront à la charge et sous l'entière responsabilité du Titulaire.

Lors des opérations de tri de déchets, les déchets liquides ou contenant des produits susceptibles de s'écouler devront impérativement être stockés dans des containers étanches, dont les matériaux constitutifs ne risquent pas d'être altérés par le produit stocké et seront posés sur un bac de rétention de dimension réglementaire.

Transport des déchets

Dans le cas particulier des déchets spéciaux (substance réputée dangereuse au titre de la nomenclature des déchets), est utilisé un B.S.D. Dans le cas particulier des déchets amiantés, est utilisé un B.S.D.A. Ces documents devront être correctement renseignés avant utilisation et signature du Maître d’Ouvrage.

Le transport doit répondre aux obligations du décret n°98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets. Le Titulaire en contrôle toutes les étapes : mise à disposition des bennes, enlèvement, chargement, évacuation et transport.

Dans le cas de substance réputée dangereuse, le transport doit répondre aux obligations du décret n°60-794 du 22 juin 1960 portant publication de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et les amendements subséquents apportés à ses Annexes A et B.

Traitement des déchets

Le titulaire s’assure de conditionner les déchets conformément aux exigences des installations classées destinataires. Les frais de traitement et de valorisation des matériaux de déconstruction sont à la charge du Titulaire, ainsi que les analyses préalables d’acceptation éventuelles.

Il est rappelé les interdictions suivantes :

- Brûler les déchets à l’air libre ;
- Abandonner ou enfouir des déchets dans des zones non contrôlées administrativement ;
- Mettre en Installation de Stockage de Déchets Inertes des déchets non inertes ;
- Laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

Les justificatifs des éliminations, valorisations, réemplois, réutilisations réalisées devront être téléchargé dans l’outil SI Déchets de Grand Paris Aménagement et soumis au Visa du Maître d’Œuvre. Le téléchargement des justificatifs est un prérequis au Visa. Les justificatifs attendus par Grand Paris Aménagement sont :

- Les bordereaux de dépôts pour tous les déchets autres que les terres valorisées et déchets dangereux ou déchets amiantés, y compris pour les déchets valorisés comme les déchets végétaux, bétons concassés, ...
- Les bordereaux de suivi de terres valorisables pour les terres valorisées hors site ;
- Les bordereaux de suivi de déchets et bordereaux de suivi de déchets amiantés pour les déchets dangereux et déchets amiantés. Des bordereaux de déchets pourront également être réalisés en remplacement des bordereaux de dépôts pour les déchets non dangereux

Durant l’exécution des travaux, pour assurer la traçabilité des déchets, conformément au code de l’environnement, le Titulaire devra :

- Vérifier que le transporteur est agréé pour le transport des terres et déchets

- Vérifier que les sites de valorisation proposées respectent les préconisations des guides de valorisation hors site des terres excavées
- Vérifier que les filières de valorisation (plateformes de tri, valorisation) ou d'éliminations proposées sont autorisées à accepter les terres, matériaux et déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation,
- Saisir les données sur l'outil SI déchets.
- Pour la valorisation de terres excavées, saisir les BSTV et les faire viser par le Titulaire en passant par l'outil SI Déchets.
- Pour les autres déchets :
 - o Compléter et transmettre le cas échéant la Fiche d'identification des Déchets (FID) ou Fiche d'identification préalable de déchets (FIP) ou Déclaration d'Acceptation Préalable de Déchets (DAP) et la transmettre au gestionnaire pour vérification via le SI Déchets
 - o Veiller à obtenir le Certificat d'Acceptation préalable (CAP) et le transmettre au gestionnaire via le SI Déchets
 - o Réaliser la pré-saisie via le SI Déchets en tant que détenteur des déchets, des Bordereaux de suivi des déchets (BSD), des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ou des bordereaux de suivi des déchets amiantés (BSDA), l'information parvient via le SI Déchets à Grand Paris Aménagement, maître d'ouvrage et producteur des déchets à la suite du visa du Moe,
 - o Vérifier que les BSD, BSDD, BSDA sont correctement complétés et prêts pour signature de GPA. Pour rappel, le Titulaire a l'interdiction formelle de signer ce document au nom de GPA, GPA restant producteur des déchets et signataire des documents de traçabilité. L'ensemble du processus de saisi, Visa, Signature est automatiquement intégré à l'outil SI Déchets de GPA
- S'assurer que les montants facturés correspondent aux quantités réellement indiquées dans les BSD, BSDD ou BSDA et aux montants facturés par les installations de destination. Le gestionnaire ne validera la facture correspondante que si tous les justificatifs sont joints.

L'outil SI Déchets est ainsi la seule référence pour valider l'état d'avancement des entreprises pour les prestations comprenant l'évacuation de déchets.

Diagnostic amiante

Le diagnostic amiante sera transmis par le maître d'ouvrage.

Le plan de retrait amiante devra être fourni par le titulaire et réalisé par un opérateur certifié et conforme à la réglementation en vigueur. Il devra inclure les rapports de repérage, les plans et toute recommandation afférente.

Production des DOE

Les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) comprendront l'ensemble des plans de récolement, notices techniques, PV de réception, fiches techniques et certificats de conformité. Ils seront remis sous format natif (DWG, DOCX, XLSX...) et PDF dans un délai de **30 jours calendaires** suivant la réception des ouvrages.

En cas de retard à la fourniture de ces documents dans les délais mentionnés ci-après, l'Entrepreneur s'expose à l'application de pénalités, dans les conditions prévues au CCAP. L'ensemble des documents définis ci-après seront fournis aux formats informatiques natif + PDF au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage.

- **Nettoyage de la voirie**

Le nettoyage sera inclus dans les prestations de base et considéré comme un niveau minimal de qualité d'intervention. Toutefois, sur demande expresse du Maître d'Ouvrage, un nettoyage spécifique pourra être demandé. Dans ce cas, une ligne spécifique au BPU sera activée pour une demande expresse du maître d'ouvrage

- **Mise à disposition de ressources humaines (ouvrier qualifié, manœuvre)**

Sur demande du Maître d'Ouvrage, du personnel qualifié (maçon, électricien, plombier, etc.) pourra être mobilisé pour des interventions ponctuelles. Ces prestations seront déclenchées par Bon de commande et comprennent les moyens humains, matériels et véhicules nécessaires. Elles ne doivent pas se superposer aux lignes du BPU relatives aux travaux de sécurisation ou de nettoyage qui sont tout compris.

Ces prestations ne peuvent être déclenchées qu'en dehors des prestations de sécurisation ou de nettoyage qui font l'objet d'une ligne au BPU et s'entendent tous moyens humains, matériels et véhicules compris.

- **Mise à disposition de véhicules et engins**

À la demande du Maître d'Ouvrage, des véhicules (type camion-benne, fourgon, etc.) pourront être mobilisés indépendamment des prestations de sécurisation ou de nettoyage. Ces mises à disposition incluent le chauffeur et les moyens logistiques nécessaires.

Ces prestations ne peuvent être déclenchées qu'en dehors des prestations de sécurisation ou de nettoyage qui font l'objet d'une ligne au BPU et s'entendent tous moyens humains, matériels et véhicules compris.

- **Fourniture et mise en œuvre de bétons, d'enrobés à chaud**

Les bétons et enrobés devront être conformes aux normes en vigueur (NF EN 206/CN pour les bétons, NF EN 13108 pour les enrobés), incluant la préparation des supports, le compactage, les joints et les finitions. Un PV de livraison et de mise en œuvre devra être fourni.

Leur mise en œuvre a lieu dans le cadre de petites réparations de voiries ou de création d'accès.

- **Fourniture et pose de coffrets électriques, groupe électrogène**

Les équipements électriques devront répondre aux normes NF C 15-100 et être adaptés aux besoins du chantier. Les coffrets de chantier devront être conformes aux exigences de la CRAM. La mise en service comprendra la vérification de la conformité, la pose, la connexion et la fourniture des certificats nécessaires (consuel, vérification initiale).

5. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Réalisation des prestations

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du contrat à assurer l'intégralité des prestations qui lui sont demandées. Le titulaire s'engage à fournir une photo après chaque intervention si le maître d'ouvrage en émet le besoin.

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du contrat à mesurer la qualité de l'intégralité des prestations qui lui sont demandées dans la note de consignes de Grand Paris Aménagement annexée aux présentes au travers d'outils de mesure de cette qualité.

Obligation de résultats

Il est demandé à l'Entreprise une obligation de performance, suivant les critères minimaux spécifiés au présent CCTP et en vue de la parfaite exécution des ouvrages.

Les prestations prévues au CCTP sont à considérer comme des minima à compléter si nécessaire pour l'obtention des performances requises. Les travaux seront conduits en conformité avec les règles de l'Art, ainsi qu'avec la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, aux circulaires, décrets et arrêtés ministériels, aux ordonnances préfectorales, ainsi qu'aux normes françaises homologuées. La réglementation en vigueur s'applique, sauf spécifications contraires explicites dans le présent C.C.T.P

Les matériels et matériaux doivent être de la meilleure qualité, répondant exactement aux caractéristiques, normes et conditions de fonctionnement attendues.

En cas d'absence de normes, d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées, notamment par des progrès techniques, l'Entrepreneur proposera, au Maître d'Ouvrage, le matériel qu'il jugera approprié et lui remettra toutes justifications permettant d'apprécier la bonne qualité de ce matériel (procès-verbaux d'essais, références, etc.). L'acceptation d'un matériel par le Maître d'Ouvrage ne pourra pas avoir pour effet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités.

Tous les travaux devront être exécutés avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage au moment de la réalisation des ouvrages ; il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

Il appartiendra à l'Entrepreneur d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, arrêtés, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux

Consignation des événements

Pour la bonne application des clauses contractuelles, le titulaire mettra à disposition du maître d'ouvrage et des intervenants sur site un cahier pour y consigner tout incident constaté par le personnel du titulaire.

En outre, devra être consigné dans un registre à remettre à GPA la liste de tous les employés en activité, y compris le personnel d'encadrement et leurs coordonnées.

Le maître d'ouvrage pourra demander aléatoirement aux employés présents sur site leur carte professionnelle lors de l'intervention.

En cas de sinistre, le personnel du titulaire devra déclarer aux responsables mentionnés ci-après et le titulaire mettra en œuvre les instructions des consignes particulières de sécurité destinées à y remédier et, d'une façon générale, prendre toutes dispositions urgentes dans le cadre et les limites de son intervention pour tant qu'il en ait la faculté.

Confidentialité

Le titulaire et Grand Paris Aménagement s'engagent réciproquement à respecter le caractère confidentiel de toutes les informations ci-après exposées.

Moyens humains

- **Qualifications**

Le personnel affecté à l'exécution de la prestation est sélectionné par le titulaire en fonction de la qualification nécessaire et suivant les règles imposées par la législation du travail en vigueur.

Indépendamment des règles, procédures, et des instructions propres à leur profession et qui sont précisées dans leur contrat individuel de travail et dans leur ordre de mission, les employés du titulaire doivent se conformer aux consignes particulières de sécurité de la personne responsable du marché.

Il appartient au titulaire de se rendre disponible par tout moyen humain et matériel pour chaque demande d'intervention urgente.

En cas d'incapacité à intervenir par manque de moyens humains ou matériels le maître d'ouvrage pourra appliquer des pénalités et/ou faire appel à un autre prestataire.

- **Consignes et instructions**

Les employés du titulaire seront pendant toute la durée du présent contrat soumis à observation de consignes particulières de sécurité conjointement établies et aux instructions du titulaire.

Ces consignes particulières du pouvoir adjudicateur doivent préalablement être soumises à l'approbation du titulaire et précisées aux conditions particulières.

Elles ne peuvent en aucun cas être contraires aux dispositions réglementaires en vigueur, à l'hygiène et à la sécurité du travail, à la convention collective professionnelle du titulaire.

Le personnel du titulaire ne pourra recevoir d'instructions particulières du pouvoir adjudicateur qu'en cas impérieux, ou si celui-ci constate de la part du personnel une infraction aux consignes particulières de sécurité, faute de quoi le titulaire sera en droit de décliner sa responsabilité.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à permettre au personnel du titulaire d'accéder aux sites sous réserve de présentation de leur carte d'identité et de leur carte de service.

Toute modification des consignes particulières de sécurité du pouvoir adjudicateur ou tout complément à celles-ci ne pourra être mis en application qu'après acceptation expresse et préalable du titulaire et information du personnel concerné.

Si la modification ou le complément ainsi apporté est définitif ou, a, pour effet de modifier les conditions de la prestation prévue à l'origine du contrat, les parties conviennent qu'un contrat de remplacement sera établi après acceptation des modifications apportées.

- **Hygiène et sécurité**

L'Entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du maître d'ouvrage concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations définies à l'article 18 du décret n° 77 – 1321 du 29 novembre 1977, faute de quoi le Maître d'Ouvrage pourrait se prévaloir du manquement aux dispositions de ce texte pour rompre le contrat dans les 48 heures d'une mise en demeure restée sans effet.

Avant la prise en charge du service, le titulaire et le pouvoir adjudicateur définiront d'un commun accord les mesures propres à éviter les accidents du travail et les maladies professionnelles sur les sites faisant l'objet d'une intervention.

Le titulaire présentera des déclarations sociales, des attestations d'assurance ainsi que les noms et les attestations de qualification des employés (si nécessaire).

De même, il sera tenu compte des dispositions de l'article 10 du décret du 29 novembre 1977 pour l'élaboration des consignes particulières (sécurité en lieu isolé).

Le titulaire devra respecter le port des EPI, les consignes de sécurité réglementaire en vigueur à respecter sur les chantiers, l'OSTRAAD, la charte GPA chantiers faibles nuisances et les habilitations à travailler en milieu amianté. Les intervenants sur site devront porter une tenue comportant au moins un insigne distinctif apparent, reproduisant la dénomination ou le sigle de l'entreprise.

Le personnel du titulaire ne pourra recevoir d'instructions particulières du pouvoir adjudicateur qu'en cas impérieux, ou si celui-ci constate de la part du personnel une infraction aux consignes particulières de sécurité, faute de quoi le titulaire sera en droit de décliner sa responsabilité.

Pendant la durée des installations, toutes les dispositions seront prises par le titulaire pour que les éventuels occupants et tiers devant accéder au site ou passer à proximité puissent circuler en toute sécurité.

- **Tenue**

Chaque tenue doit comporter au moins d'un insigne apparent, reproduisant la dénomination ou le sigle de l'entreprise.

Ces tenues peuvent être adaptées selon les saisons après accord de Grand Paris Aménagement, mais doivent rester conforme aux prescriptions stipulées par la loi du 12 juillet 1983 et la circulaire ministérielle du 24 novembre 1986 traitant le sujet.

Le titulaire devra respecter le port des EPI, les consignes de sécurité réglementaire en vigueur à respecter sur les chantiers, l'OSTRAAD, la charte GPA chantiers faibles nuisances et les habilitations à travailler en milieu amianté.